

GROUPES DE TRAVAIL DES RÉSEAUX DU PARVIS

À l'issue de l'assemblée générale des Réseaux du Parvis à Saint-Chamond (novembre 2021), des groupes de travail se sont constitués en vue de traiter de différents thèmes pendant une année. Nous présentons ci-dessous le compte rendu de l'un d'entre eux.

Mutations du vivre ensemble

Lors de l'assemblée générale, nous avons choisi de nous concerter entre un certain nombre de membres de différents groupes fédérés au sein de Parvis autour de trois thèmes :

- exprimer notre foi aujourd'hui ;
- faire bouger notre Église ;
- participer aux transformations de notre société.

Les textes qui suivent ont été rédigés dans le cadre de ce troisième thème. Ils décrivent quelques mutations qui transforment la vie dans notre société.

Accueil des personnes étrangères en France

Il y a de multiples façons d'aider, d'accompagner les personnes étrangères qui arrivent sur le sol français :

- être famille d'accueil : Jesuit Refugee Service (JRS), Welcome...
- à Versailles, un groupe Voisins Solidaires Versailles (VSV) s'est créé il y a deux ans pour fournir un logement, des chambres dans un Formule 1, ou des volontaires ayant des chambres disponibles... VSV a aussi organisé des parties de foot les dimanche ou samedi avec une équipe de jeunes en demande d'asile ;
- travailler dans une association d'aide aux personnes migrantes comme Dom'Asile, la Cimade...

Comme je connais la Cimade, « L'humanité passe par l'autre », je peux en parler un peu plus. De nombreux plaidoyers rassemblent leur travail, leurs mobilisations, toujours avec d'autres associations pour être plus forts. Et leur présence lors de manifestations nationales ou régionales.

Dans les Yvelines existent deux pôles d'aide aux migrants :

- le pôle Séjour pour accompagner les personnes voulant un titre de séjour pour études, pour une vie privée et familiale, pour une protection provisoire, à Plaisir (Yvelines) ;
- le pôle Asile, qui accompagne à Versailles ceux qui sont arrivés en urgence et ne veulent pas retourner dans leur pays car ils y sont menacés (en effet il faut bien prévenir les personnes qu'elles ne pourront pas retourner dans leur pays).

Dans ceux-là, beaucoup de personnes appelées « Dublin » sont obligées de demander l'asile là où elles ont laissé leurs empreintes pour la première fois, c'est-à-dire le premier pays européen où elles ont posé les pieds. L'Italie, la Grèce ont été envahies... car l'Europe n'a pas vraiment joué son rôle de solidarité.

La santé

Médecins de rue (avec généraliste, psychologue, etc.), le Comité pour la santé des exilés (COMEDE) et aussi

la Cimade pour des titres de séjour pour soins, aide aux femmes violentées...

Les Centres de rétention administrative (CRA)

Emprisonner des personnes seulement parce qu'elles n'ont pas de papiers en règle est fondamentalement inhumain. Ce ne sont pas des assassins. Un tel centre existe à Plaisir. Un autre vient d'être inauguré à Lyon... La Cimade est acceptée comme « visiteur agréé » dans celui du Mesnil-Amelot près de Roissy.

Les cercles de silence

Depuis une quinzaine d'années, et à l'initiative d'Alain Richard, religieux franciscain de Toulouse, les personnes sont invitées à se retrouver une heure, une fois par mois pour exprimer publiquement le traitement inhumain et dégradant fait aux familles et aux travailleurs migrants en situation irrégulière en France.

Une lettre est écrite chaque mois, contenant les actualités du moment. Il n'est pas difficile d'en trouver (les bonnes nouvelles sont aussi rapportées). Elle est distribuée lors du cercle à toute personne s'avançant vers les panneaux posés sur le sol et qui illustrent l'actualité...

Françoise Gaudeul

Crise, avenir du logement en France

Au-delà d'une bataille de chiffres, les données sont nettes : pour des raisons démographiques, il faudrait construire 500 000 logements par an en France ; nous en construisons 400 000, 100 000 de moins que nécessaire alors que 2 100 000 ménages sont en attente d'un logement social et 800 000 logements sont des passoires thermiques. Malgré le choc que fut l'hiver 1954 et la prophétie de l'abbé Pierre, une crise s'annonce.

Nous n'entrons pas dans les causes multiples de ce gouffre : prix du foncier, prix de la construction et des infrastructures, poids des normes sans cesse modifiées, spéculation foncière, manque de volonté politique et en particulier assèchement des finances des HLM. Simplement, mesurons le poids quotidien du mal-logement : difficultés des étu-

dants, des personnes handicapées, des familles monoparentales, des travailleurs pauvres... Sans compter les questions liées au renouvellement des baux pour les locataires, et pour tous le poids des charges, en particulier du chauffage, lui aussi « variable d'ajustement ». Les études, conduites à la suite de la crise des Gilets jaunes, montrent le peu de marge dont disposent ces budgets contraints, un tiers des ressources mobilisées pour se loger, amenant une cascade de conséquences. Un exemple, la nourriture sert de « variable d'ajustement ». Ainsi, avoir un emploi, travailler ne permet plus de se loger ou de se nourrir correctement avec sa famille. Peu à peu, le concept américain de *working poor*, travailleur pauvre, s'impose comme une réalité pour les premiers de corvée contrairement aux premiers de cordée.

Cette crise à venir enflera alors que plusieurs domaines régaliens sont aussi en crise : santé, éducation, justice. Et qu'une petite partie de la solution repose sur l'accessibilité d'un logement. Cette question du logement n'apparaît guère dans le débat public, alors qu'une tradition chrétienne avec la fondation Emmaüs est experte en ce domaine. Parvis pourrait aider à un choix plus respectueux des besoins réels de toute une part de la population, tout en mesurant l'extrême complexité du problème, des solutions et du réel, en particulier géographique.

Nous éprouvons la nécessité d'une opinion qui consente à de réels choix prioritaires et aux ressources afférentes, le Parvis peut y contribuer.

Anne & Dominique Lerch

Mutations dans le système capitaliste, leurs conséquences

Quelles mutations se développent chez les travailleuses et travailleurs qui constituent la grande majorité de la population française ?

C'est rare qu'il soit question de la réalité économique et sociale dans les débats à l'intérieur de Parvis. Et pourtant l'immense majorité de la population vit dans la dépendance d'un système appelé système capitaliste. Dans cette page qui nous est accordée, essayons très succinctement de mieux comprendre ce système et d'en tirer des conséquences qu'il impose à la population d'une manière globale et pas seulement aux travailleurs en entreprises.

Nous vivons donc dans un système capitaliste, mais ce capitalisme a considérablement changé. Certes, pour lui il s'agit de toujours faire le maximum de profits, ce qui est son fer de lance, mais le capitalisme

financier d'aujourd'hui est encore plus cruel envers les gens qu'il exploite que ne l'était le capitalisme paternaliste ou le capitalisme de propriété individuelle. L'évolution la plus difficile à combattre, c'est lorsqu'une entreprise est propriété de fonds de pension à l'échelle mondiale. Combien de licenciements exigés par les actionnaires pour augmenter leur taux de profit ? On se souvient de l'entreprise Michelin dont le cours de la bourse a augmenté fortement le lendemain de l'annonce en 1999 de 7500 suppressions d'emploi. Cela a d'ailleurs été à l'origine d'une proposition d'amendement (l'« amendement Michelin ») à la loi de modernisation sociale, visant à imposer le passage aux 35 heures avant de pouvoir procéder à des licenciements. Ces licenciements dits « boursiers » sont survenus dans de nombreux autres groupes (Danone, Hewlett-Packard,

ou Moulinex). Que faire contre cette multitude d'actionnaires ??? Le capitalisme financier, c'est donc toujours plus de profits sans se soucier des conséquences pour le peuple.

La question qui est aujourd'hui posée, c'est : qui peut peser face à ce capitalisme d'actionnaires ? Surtout qu'en plus ils sont soutenus en règle générale par les États. Ces vingt dernières années, on a vu aussi se développer des fonds souverains détenus par de plus en plus d'États très riches, pétroliers en particulier.

Il découle de ce capitalisme financier qu'il crée une ambiance permanente d'incertitude chez les travailleurs, chez les précaires, chez les chômeurs, chez les auto-entrepreneurs...

Se développent alors depuis les années 1975 des formes de travail pré-

la vie des réseaux

caire : CDD, intérim, temps partiel, CDI (contrat à durée intermittente indéterminée), etc., qui expliquent le recul de la conscience ouvrière dans l'opinion et malheureusement un vote en progression de l'extrême-droite qui veut faire croire qu'on s'en sortirait par un repli sur la nation... Plus récemment se développe aussi l'uberisation du travail, qui en fait est un leurre laissant croire qu'individuellement chaque travailleur pourrait s'en sortir... Plus les travailleurs sont soumis à l'instabilité de vie (rotations dans divers types de travail, licenciements, passages par le chômage, formations diverses, travail sectorisé, individualisé, télétravail...), plus le sentiment d'appartenir à un peuple s'estompe. Celles et ceux qui ne sont pas soumis à cette précarisation en ont une telle appréhension qu'ils « s'écrasent », se taisent, se terrent. Ce qui a donc

**Quand le profit
devient le moteur de
la marche du monde,
que devient l'homme ?**

reculé, ce n'est pas la classe ouvrière, c'est la conscience de classe à cause essentiellement de cet accroissement de la précarisation. Il ne faudrait pas croire que le secteur public est épargné : qui sait que l'Éducation nationale est le premier employeur de précaires ? Il n'y a plus non plus de recrutement de fonctionnaires à la Poste... Il faut ajouter que les femmes sont encore plus victimes que les hommes de la précarité.

Ce survol rapide que nous faisons permet de comprendre pourquoi il est si difficile de faire vivre le syndicalisme dans ces conditions, et explique les environ 6 % de travailleurs syndiqués.

En fin 2011, nous écrivions avec notre équipe de chrétiens en classe ouvrière ce qui suit, qui est encore plus d'actualité aujourd'hui : « Nous refusons que la finance soit utilisée pour broyer les peuples au profit des plus riches. L'argent doit être au service des hommes, de la vie sociale et de l'économie. Aussi, nous affirmons qu'il faut changer de politique et de modèle économique. Quand le profit devient le moteur de la marche du monde, que devient l'homme ? Quel sens a sa vie ? »

**Jean-Marie Peynard
et Michel Gigand**

Mutations et précarités familiales

Aujourd'hui, on observe des grandes évolutions de la famille qui sont la conséquence de transformations très profondes de notre société, à la fois culturelles, économiques et sociales. Ces transformations ont engendré de la précarité : celle-ci ne caractérise pas une catégorie sociale particulière, mais est le résultat d'un enchaînement d'événements et d'expériences qui conduisent à des situations de fragilisation économique, sociale et familiale.

Ces évolutions au sein de la famille ont fait apparaître :

- de nouvelles formes de couples, de familles, homoparentales, monoparentales, recomposées ;
- diverses manières de « faire famille » qui peuvent sembler originales, marginales, avant-gardistes ou traditionnelles.

La famille est touchée et parfois fragilisée par ces mutations : faire, défaire et refaire le couple. Les familles

éclatent, les genres apparaissent : certains refusent de s'identifier dans un genre, ni homme, ni femme, un troisième genre de non binarité, intersexe. Les enfants sont élevés dans des espaces de conjugalités multiples, les enfants s'y adaptent plus ou moins bien : la précarité dans les familles touche particulièrement les enfants (inégalités d'accès à la santé, accès à la culture limité...).

Parmi les situations de grande précarité, les familles monoparentales, constituant un quart des familles avec enfants selon une étude menée officiellement en 2021, semblent les plus vulnérables. Notamment les femmes ayant connu des violences conjugales, mariage forcé, dérives pathologiques, séparations conflictuelles ou des fuites du domicile conjugal.

Le processus de précarisation peut être à l'origine d'une souffrance psychique alliant une altération de sa propre image et un sentiment d'in-

tilité sociale, et donc être un facteur potentiel d'une véritable dégradation de la santé. La précarité rime souvent avec isolement, solitude voire exclusion.

Les aides sociales tentent de colmater partiellement certains aspects : RSA, allocations familiales, aides au logement... Mais ces réponses sociales sont-elles suffisantes pour répondre aux précarités familiales et notamment aux familles monoparentales ressentant le besoin d'être accompagnées dans leur rôle de parent et donc en attente d'une demande plus forte de soutien à la parentalité ?

Face à cette culture du provisoire où il est parfois difficile de se projeter dans l'avenir, comment les citoyens et, plus particulièrement, nous chrétiens, pouvons-nous nous mobiliser et être porteurs d'un renouveau de la confiance en l'avenir ?

Anne Renard

Vers l'insertion des personnes avec handicap dans notre société

Constats sur le passé : mise à part

Écoutons la parole de deux personnes qui vivent avec des troubles psychiques :

- « Il faudrait que certaines familles arrêtent de nous regarder d'abord comme des malades, ou pire comme des petits enfants... » ;

- « Aussi longtemps que je serai vue comme ayant une maladie mentale, je serai marginalisée. »

C'est un long chemin. Avoir un handicap, c'est encore trop souvent être mis à part, en dehors de la vie sociale des autres, non-inséré dans la cité, dans le système scolaire, la vie familiale, l'emploi avec les autres, le logement... :

- la loi de 1882 sur l'Instruction primaire obligatoire stipulait qu'un enseignement séparé était prévu pour les aveugles et pour les sourds. En réalité, la plupart des enfants sourds, aveugles ou paralysés restaient au domicile de leurs parents ;

- les personnes avec troubles psychiques étaient enfermées dans des asiles : Camille Claudel y restera 30 ans, de 1913 à sa mort en 1943 ;

- pour les adultes handicapés, la vie se passait très largement mis à l'écart des autres ;

- dans les associations pour personnes handicapées, ces personnes

étaient trop souvent considérées par les accompagnants comme immatures, sans capacité d'autonomie, incapables de prendre des responsabilités...

Leur handicap était un fait, pour la vie, on ne cherchait pas à les faire évoluer.

Les types de handicaps

Un Français sur six est en situation de handicap, soit onze millions de nos concitoyens. Ils se répartissent entre handicapés psychiques, auditifs, visuels, moteurs, mentaux, autistes, avec troubles dys, plurihandicapés.

Mutations en cours : accompagner, être citoyens à part entière

Des efforts se sont accrus ces dernières années pour mieux les insérer.

Insérer dans la vie scolaire. En septembre 2019, 361 000 élèves handicapés étaient scolarisés, dont 87 % à temps plein. Leur niveau d'études s'accroît : fin 2019, 25 % des personnes en situation de handicap avaient un niveau d'étude égal ou supérieur au bac.

Insérer dans l'emploi pour ceux en âge de travailler. 84 % des per-

sonnes avec handicap ont un emploi. En 2019 :

- 2,4 millions de personnes avec handicap étaient bénéficiaires de l'obligation d'emploi, soit + 300 000 en 5 ans ;

- 36 % avaient un niveau égal ou supérieur au baccalauréat, soit + 11 % en 5 ans.

Insérer dans le logement. Développement de l'habitat inclusif permettant de vivre chez soi en étant accompagné. Ouverture de Foyers de vie, de Foyers d'hébergement, ou de Résidences-accueil où les personnes avec handicap vivent avec autonomie tout en étant accompagnées.

Insérer au sein des associations. Associations de loisirs, Groupes d'Entraide Mutuelle qui sont pilotés par des personnes avec troubles psychiques ou avec autisme, accompagnées par des animateurs.

Conclusion : accueillir

Depuis la loi de 2005, une évolution marquée a eu lieu : ces personnes sont mieux reconnues comme des personnes au milieu des autres. Au sein de nos équipes rattachées à Parvis, donnons-nous toute leur place aux personnes avec handicap ?

Xavier Mersch

VOUS POUVEZ ACCÉDER SUR VOTRE TÉLÉPHONE À :

la revue
Parvis



la fédération
Réseaux du Parvis

